

E 2300 St. Petersburg, Archiv-Nr. 2

*Der schweizerische Gesandte in St. Petersburg, E. Odier, an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departementes, R. Comtesse*

PB Nr. 2 *handschriftlich*

St. Pétersbourg, 27 mai/9 juin 1910

Cinq années ne se sont pas encore écoulées, depuis qu'en octobre 1905 l'Empereur Nicolas, dans un manifeste célèbre, marqua son intention de faire entrer la politique intérieure de son Empire dans une voie plus libérale. Dès le début de cette ère nouvelle, il ne manqua pas d'esprits sceptiques pour prétendre que ces vellétés de libéralisme ne procédaient pas d'une conviction raisonnée, mais que, dictées par l'effroi contemporain de la période révolutionnaire, elles n'étaient qu'un sacrifice rendu nécessaire par l'état de l'opinion. D'autres se portaient garants de la sincérité des intentions impériales et voyaient déjà la Russie entrer résolument dans le concert des nations constitutionnelles.

Il apparaît maintenant, de plus en plus, que ce sont les sceptiques qui avaient raison. Il souffle depuis quelque temps dans les régions officielles un vent de réaction toujours plus prononcé.

Le Ministère à la tête duquel se trouve un homme que l'on représentait comme sincèrement acquis aux idées libérales, ne paraît plus avoir qu'une seule préoccupation: rester en place, au prix d'une complaisance sans cesse grandissante aux visées de la réaction. Les projets de loi annoncés comme devant appliquer les principes nouveaux posés par le manifeste d'octobre: égalité de tous les citoyens devant la loi, liberté de croyance et de conscience, inviolabilité de la personne, réforme de l'administration de la justice etc., n'ont pas encore figuré à l'ordre du jour de la Douma.

La grande préoccupation du gouvernement, c'est le renforcement du nationalisme russe. Deux projets de loi importants, inspirés de cette idée, viennent d'être discutés par la Douma d'Empire. Le premier concernait l'organisation des

Zemtsvos (Landschaften) dans les provinces occidentales où les éléments non russes sont en forte proportion. Il fut conçu de façon à assurer la prépondérance de l'influence russe. Voici un échantillon des procédés employés. Quand il s'est agi d'établir la liste de répartition des mandats de député au Zemtswo, on a imaginé le système suivant: Pour fixer le nombre des députés polonais, on calcule d'abord le pourcent auquel ils auraient droit d'après le nombre des habitants, puis d'après la superficie des biens possédés par des Polonais dans le district, l'on additionne les deux chiffres et l'on divise la somme par deux. Le résultat donne le pourcent des mandats polonais. La commission avait écarté ce système le trouvant absurde, mais l'assemblée l'a adopté, grâce, paraît-il, à l'influence du Président Gutschkow qui a fortement travaillé le groupe Octobriste dont il était Président avant son élévation à la Présidence de la Chambre. On a de même décrété l'exclusion des israélites fort nombreux dans ces gouvernements.

Deux dispositions particulièrement empreintes de chauvinisme ont pourtant été écartés: celle qui exigeait que les employés du Zemtswo fussent de nationalité russe, et celle qui portait à trois le nombre des ecclésiastiques orthodoxe faisant de droit partie de l'assemblée, tandis qu'il y en a qu'un seul, dans les Zemtswo des gouvernements du Centre de la Russie. On prête maintenant à la droite l'intention de voter contre le projet, concurremment avec l'opposition de gauche, si ces deux dispositions n'étaient pas rétablies en seconde lecture, ce qui ferait sombrer toute la loi.

Le second projet qui occupe en ce moment la Douma, c'est celui relatif à la Finlande. Le gouvernement trouve qu'il est temps de faire rentrer la Finlande au rang de simple province de l'Empire. Plus de privilèges, plus de peuple finlandais indépendant, menace continuelle contre la sécurité de l'Empire et surtout de sa capitale du nord. Les privilèges qu'une parole impériale consacra, une autre parole impériale peut en faire voter la suppression par la représentation nationale de l'Empire tout entier. Des voix éloquents se sont élevées à la Douma pour montrer que ce projet était illégal et malencontreux à tous égards. Un octobriste, le Baron Meyendorff, ancien vice-président de la Douma, monarchiste convaincu, a prononcé un discours mémorable dans lequel au point de vue monarchiste lui-même il a signé le projet comme une lourde faute.

Le parti octobriste, parti du centre constitutionnel, est très divisé sur cette question. Au reste il est en pleine décomposition: la partie de droite de ce groupe, celle qui est la plus nombreuse, évolue de plus en plus vers les nationalistes qui forment une partie de la droite.

Quelques amendements émanés de membres du parti octobriste et ayant pour but de laisser à la législation finlandaise les domaines de l'école, de la presse et des associations, ont été écartés par une majorité intransigeante, pressée d'arriver au but et qui a finalement étranglé le débat, si bien que les progressistes, le parti du Stolc (polonais) les mahométans, les cadets (constitutionnels démocrates) et les indépendants de gauche ont quitté en masse la salle avant le vote. Le sort en est donc jeté et la malheureuse Finlande, si justement fière de sa culture et du développement de sa civilisation va tomber au rang de simple province de l'Empire.

On sait qu'au sein de plusieurs Parlements d'Europe il a circulé des adresses à

la Douma en faveur de la Finlande. Cette intervention de l'étranger a causé une grande irritation dans les milieux nationalistes et ne paraît pas avoir produit d'effet utile.

On peut se demander quel va être l'effet produit sur le peuple finlandais par le vote des propositions du gouvernement. Le fait que quatre ou cinq députés finlandais seront appelés à siéger à la Douma d'Empire, ne sera évidemment pas considéré comme une compensation suffisante à la perte de l'indépendance législative. D'après les renseignements donnés par des personnes qui connaissent bien la Finlande, il n'est pas à redouter qu'il se produise un soulèvement armé, qui serait d'ailleurs promptement réprimé et servirait la cause du gouvernement. L'attitude sera celle de la résistance passive et de l'attente patiente de meilleurs jours. En présence de l'étranglement de la Finlande, la discussion qui vient d'avoir lieu au Conseil de l'Empire à propos d'un projet de loi relatif à la secte des «vieux Croyants» passe presque inaperçue et pourtant elle est aussi un signe du temps.

Le gouvernement avait soumis à la Douma un projet animé d'intentions libérales, mais soit à la Douma, soit surtout au Conseil de l'Empire toutes les dispositions libérales ont été écartées. Un journal de St. Pétersbourg termine de la façon suivante sa dernière revue politique de la semaine:

«Il se trouvera bientôt un homme qui aura le triste courage de qualifier le manifeste d'octobre d'acte décoratif sans signification pratique, et qui osera prétendre qu'il faille lui donner tort? Egalité de droits pour tous les citoyens sans distinction de nationalité et de croyance. N'avons-nous pas lu ces mots jadis?»

Si cet article passe sans attirer au journal une amende de quelques milliers de roubles on pourra cependant considérer qu'un des seuls résultats de l'ordre de choses nouveau proclamé en 1905 aura été une plus grande liberté de parole des organes de la presse, bien que le régime des amendes et des confiscations de numéros soit encore en vigueur. A la Douma également la liberté de la parole s'est donné carrière dans des discours parfois très hardis et même violents. Mais l'agitation paraît limitée à l'enceinte législative et aux cercles parlementaires. Il semble que la population elle-même reste passive, indifférente et petit à petit l'ancien ordre de choses se reconstitue. Rien n'est changé dans l'administration, dans les procédés du fonctionnarisme. C'est toujours la même routine, la même inertie. Le Ministre des Finances se félicite de ce que son budget se boucle presque en équilibre, mais il omet de dire qu'aucun des grands services de l'Etat n'est doté comme il faudrait, ni l'armée, ni la marine, ni l'instruction publique, ni les voies et communications, ni les hôpitaux, asiles d'aliénés, prisons etc. ne sont pourvus des crédits nécessaires. Le monde financier s'agite beaucoup, on fait appel à l'argent de l'étranger pour des lignes de chemins de fer, des créations industrielles. Mais celles des industries qui dépendent des commandes de l'Etat sont grandement en souffrance. Les perspectives pour la prochaine récolte sont jusqu'ici favorables. Pour un pays agricole comme la Russie c'est une question d'une importance primordiale.